

Questions orales

M. MacEachen: Elle va peut-être adhérer à nouveau au parti.

* * *

LA CHAMBRE DES COMMUNES

PRÉSENCE À LA TRIBUNE DU MINISTRE DU COMMERCE
EXTÉRIEUR DES PAYS-BAS

Mme le Président: Nous avons le plaisir de saluer la présence à la tribune de l'honorable J. W. Bolkestein, ministre du Commerce extérieur des Pays-Bas.

Des voix: Bravo!

[Français]

PRÉSENCE À LA TRIBUNE DE M. HONORIUS LACOMBE, ÉDITEUR
DU COMPTE RENDU OFFICIEL DES DÉBATS FRANÇAIS

Mme le Président: Je désire également signaler la présence dans nos tribunes de M. Honorius Lacombe, éditeur des Débats français, qui prend aujourd'hui sa retraite après 17 ans de très loyaux services à la Chambre.

Des voix: Bravo!

Mme le Président: Je suis certaine que les députés lui vouent une très grande reconnaissance d'avoir perpétué la tradition de publication du compte rendu objectif des débats de cette Chambre.

Des voix: Bravo!

* * *

[Traduction]

LE PROJET DE DÉRIVATION GARRISON

LES RÉPERCUSSIONS DE LA DÉCISION DE LA CHAMBRE DES
REPRÉSENTANTS DES ÉTATS-UNIS

M. Jack Masters (Thunder Bay-Nipigon): Madame le Président, je voudrais poser une question au ministre de l'Emploi et de l'Immigration. Le ministre, qui a fait énormément pour qu'on suspende le projet de dérivation Garrison, pourrait-il nous dire quelles seront les répercussions au Canada de la décision qu'a prise hier soir la Chambre des représentants des États-Unis de bloquer les subventions destinées à ce projet?

Des voix: Oh, oh!

Une voix: Cela n'a rien à voir avec ses responsabilités.

Mme le Président: Je suis persuadée que cette question n'est pas du ressort du ministre, puisque j'ai moi-même fait partie du ministère concerné.

LES PARTIS POLITIQUES

LE RECRUTEMENT DE MEMBRES DU PARTI LIBÉRAL—
L'UTILISATION DES JUGES DES COURS DE CITOYENNETÉ

M. John Bosley (Don Valley-Ouest): Madame le Président, en l'absence du secrétaire d'État, j'adresse ma question au premier ministre. Elle fait suite à celle qu'a posée hier le député de Brampton-Georgetown. Hier, le premier ministre a dit qu'il prenait note de la question et qu'il y répondrait aujourd'hui. Il sait que le ministre d'État (Multiculturalisme) a déjà donné son point de vue sur la question lors d'une entrevue accordée à «Canada A.M.» ce matin. En effet, le ministre a dit, en parlant de l'utilisation des juges de la cour de la citoyenneté pour recruter des libéraux, que «si cela aide les nouveaux immigrants à penser que le parti libéral est un bon parti, qui s'occupe d'eux, j'en suis très heureux».

● (1430)

Le document distribué par le parti libéral lors de son congrès indique clairement que l'objectif des réunions auxquelles sont invités des juges de la cour de citoyenneté n'est pas seulement d'expliquer ce qu'est la citoyenneté, mais aussi d'«amener des gens qui pourraient devenir membres du parti libéral en contact avec des associations libérales établies». Le premier ministre du Canada approuve-t-il cette utilisation du pouvoir judiciaire?

L'hon. Jim Fleming (ministre d'État (Multiculturalisme)): Madame le Président . . .

Des voix: Oh, oh!

M. Fleming: Comme je le faisais remarquer hier, si l'on encourage les syndicats, les organismes religieux et autres à inviter les juges de la cour de la citoyenneté à exposer, aux groupes convoqués par ces organismes, ce que signifie le statut de citoyen, il faut, selon moi, agir de même avec les partis politiques. Cette façon de faire aidera les gens à mieux comprendre le processus politique, ce que signifie la citoyenneté et la nature des élections.

L'INDÉPENDANCE DE LA MAGISTRATURE

M. John Bosley (Don Valley-Ouest): Madame le Président, s'il est impossible d'avoir une réponse du ministre en chef, je vais poser ma question au ministre de la Justice et procureur général. Le procureur général et ministre de la Justice du Canada peut-il nous dire si, à son avis, il est raisonnable d'utiliser la magistrature pour «amener des gens qui pourraient devenir membres du parti libéral en contact avec des associations libérales établies»? Est-ce là, à son avis, notre tradition d'indépendance de la magistrature?

Des voix: Bravo!

L'hon. Mark MacGuigan (ministre de la Justice): Madame le Président, c'est là une autre façon de poser la même question que celle à laquelle a répondu mon collègue.

Des voix: Oh, oh!